

## Atelier 5 – 1000 bornes pour un yaourt ?!?

### *L'alimentation à l'échelle des territoires*

*Un atelier organisé par l'AFIP, le MIRAMAP, InPACT Centre, la FR CIVAM Centre et l'ADDEAR 41*

*Quel lien entre acteurs, quelle organisation pour une démocratie alimentaire ?*

*Quels outils pour valoriser la production d'un territoire et fixer des prix justes, rémunérateurs ?*

*Les circuits courts de commercialisation mettent directement en lien producteurs et consommateurs. Actuellement, ils permettent de répondre en partie aux enjeux alimentaires d'un territoire. L'enjeu est aujourd'hui de dépasser la seule juxtaposition de ces circuits de vente directe pour élaborer de véritables politiques alimentaires territorialisées. Celles-ci supposent la mobilisation et l'implication de l'ensemble des acteurs concernés par la construction, la prise de décision et la mise en œuvre de ces stratégies alimentaires : des collectivités aux professionnels agricoles et de la distribution, en passant par la société civile organisée... Elle nécessite également le maintien et le développement d'outils adaptés à ces enjeux d'approvisionnement local et de mise en valeur des territoires : ateliers de transformation, abattoirs locaux, marques ou labels territoriaux...*

*L'atelier « 1000 bornes pour un yaourt ?!? Alimentation et territoire » a permis d'explorer ces deux pistes de réflexion et de construction, tant au niveau de l'organisation entre acteurs que des outils de production et de transformation nécessaires pour valoriser un territoire. Il s'agissait d'analyser les façons d'entrer dans une démarche de territorialisation de l'alimentation : les éléments qui peuvent faciliter ou provoquer celle-ci, ainsi que les « catalyseurs » qui permettent ensuite d'avancer.*

### Cadrage général

L'atelier était construit en deux sous-parties avec, pour entamer les échanges, une introduction commune : Frédéric Wallet (économiste, chercheur à l'INRA UMR SAD-APT) et Jean Pluinage (collaborateur de la revue *POUR*, directeur de recherches honoraire à l'INRA, vice-président de la Fondation Terres de Liens), se sont prêtés à un exercice d'interventions croisées pour apporter leur éclairage.

Dans ses travaux, Frédéric Wallet, à partir de la notion de *proximité*, étudie la manière dont les acteurs d'un territoire vont s'organiser pour arriver à un fonctionnement harmonieux. 40% de l'impact environnemental étant lié à l'alimentation, une évolution majeure se joue à travers les circuits courts. Des études comparatives permettent de dresser une typologie des « circuits agricoles alternatifs » dans le monde aujourd'hui, qui révèle l'importance attachée à la **dimension patrimoniale de l'alimentation** en France

Les questions qui se posent sont : Ces modes de production et de commercialisation « alternatifs » sont-ils porteurs de **redistribution de la valeur ajoutée** sur le territoire ? Sont-ils porteurs d'**équité sociale** ?

Frédéric Wallet a également souligné l'importance de la **restauration collective** comme levier pour faire évoluer les systèmes alimentaires (un moyen de faire augmenter beaucoup les volumes de

production des agricultures alternatives, un moyen de faire évoluer les pratiques de consommation à travers l'éducation des populations à large échelle).

L'alimentation peut constituer un lien transversal pour les politiques publiques. Il faut s'appuyer sur l'alimentation pour repenser le lien à l'agriculture, au foncier, etc.

Selon Jean Pluinage, la **question du prix** et de la répartition de la valeur ajoutée est centrale : les agriculteurs attendent un revenu plus stable, tandis que les consommateurs espèrent des prix inférieurs, du fait de l'absence d'intermédiaires. Se pose aussi la question des mécanismes de confiance en producteurs et consommateurs.

A quelle échelle territoriale se joue la structuration des SAT ? Comment les faire **vivre** ?

Les propositions et questionnements développés par F. Wallet et J. Pluinage ont ouvert des échanges sur :

- Les **modes de commercialisation** : quelle viabilité à long terme du modèle associatif de commercialisation directe - comment faire évoluer ces modèles, reposant sur la mobilisation bénévole, pour qu'ils ne s'épuisent pas ? La question de l'emploi et de la rémunération des personnes qui font le lien entre producteurs et consommateurs a été posée (rôle des intermédiaires de la commercialisation)
- L'**animation** des systèmes alimentaires territoriaux<sup>1</sup>,
- Le **rôle des institutions et des politiques publiques** dans la construction des Systèmes alimentaires territoriaux

---

<sup>1</sup> Citation : « L'harmonie n'existe pas quand on met des relations entre les gens »

## Sous-atelier « Projets alimentaires territorialisés »

L'enjeu de ce sous-atelier était de réfléchir aux manières d'**associer tous les acteurs d'un territoire** autour de la question alimentaire, en **dépasant la seule relation producteurs-consommateurs**. Sur la base de trois expériences, les participants ont pu réfléchir à la notion de *Projet alimentaire territorial* :

- **Communauté de Communes Bio Vallée** : Hugues Vernier, salarié de la communauté de communes de la Bio Vallée, a présenté la démarche globale Bio vallée, qui place le projet alimentaire territorial dans une démarche agricole et territoriale globale, et pose la question de l'organisation des liens entre acteurs sur la question de l'alimentation. La **volonté politique est essentielle** pour porter et développer un **projet global**, qui intègre l'agriculture dans un système. Une expérience qui montre le **rôle centrale de la collectivité territoriale pour impulser une dynamique de territoire autour de l'agriculture**, afin de développer une véritable politique agricole et alimentaire territoriale. Selon Hugues Vernier, le rôle des associations du territoire (notamment structure d'accompagnement sur le développement agricole – réseaux InPACT) est d'être forces de proposition pour travailler avec la collectivité. Face à la multitude de propositions qui sont présentées à une collectivité sur un territoire, cette dernière attend des associations locales qu'elles s'organisent pour venir proposer un projet structuré.
- **Région Nord pas de Calais** : Jean-Louis Robillard, ancien vice-président du Conseil régional Nord-Pas de Calais en charge de la Régionalisation, de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Ruralité, a présenté la dynamique régionale de co-construction d'une gouvernance alimentaire (diagnostic partagé, construction collective d'actions). La mobilisation de l'ensemble des acteurs concernés (territoriaux et filières) à travers des dispositifs de concertation véritable, une dynamique participative, est nécessaire pour construire la légitimité du changement de politique agricole et alimentaire sur le territoire. La pérennité d'un SAT dépend de l'implication réelle de tous les acteurs<sup>2</sup>. La question de **l'articulation entre l'échelle régionale et l'échelle locale** doit aussi être pensée dès le départ : repérer les territoires où s'étaient déjà engagés des changements, travailler avec les communautés d'agglomérations (via les Cap'agglo)... Les SAT sont un « système d'emboîtement, de cercles concentriques », du local au régional.
- **InPACT Centre** : projet financé dans le cadre du PNA Éléments méthodologiques pour la construction des PAT, à destination des animateurs de territoire. Place de l'accompagnement. À travers l'exemple de la restauration collective (mise en place de l'approvisionnement local, et appui à la structuration des acteurs), le projet vise à présenter des outils et des méthodes d'accompagnement au service des PAT.

Les présentations ont ouvert des échanges sur :

- La taille des territoires, et l'articulation des échelles territoriales,
  - Les acteurs à associer dans la construction des PAT : agriculteurs, habitants, élus... Quels rôles jouent les acteurs de terrain, notamment les associations de développement agricole et rural ? Comment assurer la continuité d'un SAT en cas de changement de majorité politique ?
- Selon JL Robillard, la collectivité permet un changement de regard sur la question agricole et alimentaire ; charge aux acteurs locaux de profiter d'un contexte politique favorable pour impulser des dynamiques locales sur les territoires, et de prendre le relais de la collectivité régionale en cas de changement politique.

---

<sup>2</sup> Citation : « Si on veut résoudre la question d'un SAT durable, il faut que chacun prenne sa part »

- Le financement des postes d'animateurs territoriaux, qui accompagnent localement les acteurs des SAT : la question des PAT est très large et s'inscrit dans une logique sociétale, qui va au-delà du lien entre agriculture et alimentation. Cela implique qu'on peut aller chercher des moyens dans d'autres domaines (santé, social, culture...)
- La place de citoyens : mobiliser la population locale autour de la production locale, créer des dynamiques sociales pour faire levier sur les politiques agricoles et alimentaires<sup>3</sup>...

En débouchant sur la question de la dynamique sociale à développer autour des PAT, ces échanges ont permis de faire la transition avec la seconde partie de l'atelier, qui portait sur la **place des citoyens dans la gouvernance des systèmes alimentaires**. À travers son intervention, Claire Tauty, de l'association Échange pour une Terre Solidaire en Picardie, a insisté sur la nécessité de partir des initiatives locales existantes, de s'appuyer sur les expériences et les forces vives locales, et de construire des **stratégies d'alliances** entre les petites structures des territoires.

### **PROPOSITIONS POUR L'ACTION**

Ces échanges nous ont permis de formuler deux propositions principales :

- **Travailler sur les formes alternatives de commercialisation** dans une optique de durabilité et de pérennité. En effet, ces dernières sont exigeantes en temps d'investissement et peuvent causer l'épuisement des bénévoles, producteurs et militants.  
Face à cela nous avons répertorié deux pistes d'action à approfondir :
  1. appliquer une marge sur les prix pour rémunérer les services liés à la commercialisation et
  2. coopérer avec les acteurs déjà existants sur le territoire (artisans, commerçants) pour assurer ce service.
- D'autre part, constatant que la mise en place des SAT implique :
  - Des politiques engagés ;
  - Des professionnels compétents (producteurs, acteurs de l'accompagnement...) ;
  - Des citoyens sensibilisés et mobilisés ;

Il est nécessaire de **sensibiliser et de développer les compétences des acteurs** sur les questions liant alimentation et territoire. Compétences qui peuvent s'acquérir par la **formation**, mais aussi en valorisant des parcours de vie des acteurs et donc en valorisant **l'autoformation et l'échange de pratiques**.

---

<sup>3</sup> François Sarrazin, chargé de mission au Conseil de développement de l'agglomération de Tours, a insisté sur la nécessité d'organiser une fédération des AMAP en région Centre

## Sous-atelier « Boîte à outils d'un territoire »

L'objectif de ce sous atelier était d'inviter les participants à échanger et tirer des enseignements à partir de différentes initiatives – des projets collectifs favorisant la production, de transformation des aliments ou la vente- au service des paysans, des citoyens et de la transformation des territoires.

Une revue de presse partagée a permis aux participants de faire connaissance et d'échanger sur la question de l'autonomie territoriale dans la filière viande : **Qu'est-ce qui fait filière ? Quels sont les enjeux, les leviers, les freins pour qu'une filière « fonctionne » ?**

**Nous avons ensuite valorisé des expériences à travers trois témoignages :**

- **Organisation d'une restauration municipale et légumerie de Lons-le-Saunier** avec Christine Combe, chargée de mission environnement et Jacques Lançon élu environnement de cette commune

*Entrée filières et prix stable, liens entre acteurs sur un territoire.*

Suite au constat de la pollution de la nappe phréatique, plutôt que d'engager des investissements pour une station de traitement des eaux, la municipalité de Lons-le Saunier a entrepris de traiter le problème 'à la source' en proposant de développer une restauration municipale alimentée en produits locaux et en accompagnant au changement de l'agriculture de son territoire (conversion, aide à l'installation). Depuis 10 ans, s'est structuré un important système de production (groupe de producteurs organisés) et de transformation (abattoir, légumerie municipale) pour proposer plus de 5000 repas par jours.

Les clés de cette réussite : une volonté d'élus très forte, un travail partenarial basé sur la coopération et dans une démarche volontariste de structuration des filières et de concertation pour des prix stables.

- **Bus de producteurs, le P'tit Gibus** avec Jean-Baptiste Jamin, paysan, et Sylvie Pinault, salariée.

*Entrée autonomie, économie, liens entre producteurs et avec le consommateur.*

Le petit Gibus est une épicerie paysanne mobile qui rassemble plus d'une dizaine de producteurs. Ce projet développé en auto-construction a pour objectif de rapprocher les producteurs des consommateurs et de permettre aux producteurs de vivre de leur métier. Si initialement, l'objectif était d'aller davantage dans les campagnes, aujourd'hui ils sont sollicités pour s'installer par exemple dans une ville dont le quartier a perdu ses commerces de proximité prenant alors aussi un rôle de créateur de lien social et de sensibilisation.

Les clés de cette réussite : un faible niveau d'investissement initial, un accompagnement par l'ADEAR, des citoyens pour qui consommer les aliments du P'tit Gibus est un acte militant, des municipalités engagées.

- **Groupe de paysans systèmes herbagers Addear 41** avec Christian Guellier ce groupe se penche sur les questions de *Rationalisation, optimisation, utilisation maximale du pâturage* - variables selon les fermes et leur localisation.

*Entrée autonomie et résilience en lien avec le prix du lait et la crise agricole.*

Ce groupe de paysans éleveurs de vaches laitières vise à être 'le plus autonome possible, être indépendant et résilient'. Ils ont engagé un apprentissage collectif dans l'objectif 'que leurs vaches mangent de l'herbe toute l'année'. C'est par des temps de formation et de partage d'expériences qu'ils apprennent à 'mieux gérer et cultiver de l'herbe'. Ce groupe a aussi permis de constituer de 'vrais' liens entre producteurs. Aujourd'hui, ils souhaitent montrer les résultats de cette démarche pour 'faire boule de neige'.

Les clés de réussite : une démarche de co-apprentissage, d'observation et d'expérimentation, un accompagnement par l'ARDEAR.

Nous avons aussi évoqué la construction du prix grâce au film "*Prix et profits, la pomme de terre*" (Yves Allégret, 1932) – *un outil imaginé avec le soutien de la Coopérative de l'enseignement laïc du Mouvement Freinet, pour parler du capitalisme aux enfants.*

Jean Pluinage soulève l'importance d'acquérir une bonne connaissance économique de ces circuits pour valoriser leur efficacité mais aussi contribuer plus fortement à la conscientisation des citoyens aux enjeux socio-économiques.

### **PROPOSITIONS POUR L'ACTION**

Enfin, a été proposé aux participants de synthétiser les échanges et enseignements en répondant à la question « ***Quelles sont les idées fortes qui permettraient d'essaimer la boîte à outils d'un territoire en faveur de la mise en place de projets porteurs de changement dans les territoires ?*** »

Il en ressort deux principales propositions.

- Décloisonner les acteurs (producteurs-intermédiaires-consommateurs-citoyens ...) et d'aller ensemble à la rencontre des décideurs, des élus pour parler de ce qui fonctionne, avoir du poids et convaincre.
- Mutualiser les outils existants dans le réseau (Charte du commerce équitable local, Guide des marchés paysans, Bus de producteurs...) et de trouver des canaux de diffusion pour faire connaître les initiatives qui fonctionnent. En parallèle, il semblerait intéressant de créer et d'animer des lieux d'échanges de pratiques entre pairs, mais aussi rassemblant des acteurs d'horizons divers.

Cet atelier général et ces deux sous-ateliers, très riches en pistes et en échanges nous ont permis de nous assurer que nos réseaux fonctionnent ensemble, avec les mêmes buts, les mêmes idéaux. Nous avons pu aborder des questions aussi variées que le besoin de crédibilité des paysans, les envies des citoyens, la définition des prix d'achat et de vente, les actions collectives et la synergie entre acteurs... Chaque structure repart avec des idées et des chantiers en perspective pour mieux sortir de l'entre-soi !